

**PROBLEMES D'ACTUALITE**

Carbonnier  
Lamaze  
Rasle  
associés  
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

La  
Correspondance  
économique

**Assurance-crédit : rôle, missions et enjeux de la COFACE par M. Xavier DURAND, directeur général**

Le Forum francophone des affaires (FFA) que préside M. Stève GENTILI, président de BRED Banque Populaire, et le cabinet Carbonnier, Lamaze, Rasle et associés (Carlara) ont organisé fin 2017 une table ronde sur le groupe Coface, le rôle et les missions de l'assureur-crédit qu'a présentés M. Xavier DURAND, son directeur général depuis 2016.

Ancien élève de l'Ecole polytechnique (1983), ingénieur des ponts et chaussées, M. Xavier DURAND fut notamment directeur général adjoint de la Banque Sovac Immobilier de 1994 à 1996. Il rejoignit alors le groupe General Electric, a rappelé M. GENTILI. Directeur du développement pour les Amériques de la division de GE spécialisée dans le financement automobile à Chicago, M. DURAND devint ensuite en 1998 directeur des programmes constructeurs et des ventes aux Etats-Unis. En mars 2000, il intégra GE Capital Bank à Paris en qualité de directeur général, Ventes et Business Développement. Promu en juin 2002 CEO de GE Money en France, il en fut nommé en novembre 2005, CEO de la région Europe du Sud Ouest. En 2008, il prit la direction générale pour la région Europe de l'Ouest, la Russie et la Lettonie de GE Capital Global Banking, avant d'être nommé, en 2011, CEO de GE Capital Asie Pacifique, basé au Japon. M. Xavier DURAND fut ensuite directeur de la stratégie et du développement de GE Capital, basé à Londres, de 2013 à février 2016, date à laquelle il rejoignit Coface comme directeur général.

Il y a peu d'entreprises françaises qui sont une "marque monde". Coface en fait partie, a relevé M. Stève GENTILI, dans son propos introductif. Cela fait, en effet, plus de 70 ans – depuis 1946 précisément – que cet acteur aide les entreprises françaises à exporter un peu partout dans le monde. Privatisée en 1994 puis acquise en 2006 par Natixis (groupe BPCE), Coface fut introduite en bourse en 2014. Son capital est désormais dans le public pour 58,51 %, 41,24 % étant détenus par Natixis.



Historiquement dotée d'un fort ancrage hexagonal, le groupe Coface a étendu, dès le début des années 90, sa couverture à l'international jusqu'à être aujourd'hui implanté dans une centaine de pays. Préalable à toute nouvelle implantation dans un pays donné, Coface rassemble, via une société de service, les informations nécessaires à la compréhension du risque dans cette zone. Si les éléments récoltés le permettent, Coface y assurera des risques, en premier lieu pour des acteurs internationaux, pour des acteurs locaux ensuite qui veulent exporter, puis dans le cadre de leur développement local. A partir de ce maillage, le groupe – qui compte 4300 collaborateurs répartis

dans le monde dont 700 à Paris - assure les risques dans quelque 200 pays et couvre ainsi 97 % du PNB mondial. Ainsi, assure-t-elle pour près de 500 milliards d'euros d'encours répartis dans ces pays, a exposé M. Xavier DURAND. Elle déploie son activité dans quatre lignes de métier principalement : l'assurance-crédit classique, la fourniture d'informations sur un pays ou sur un secteur, le recouvrement de créances, et enfin le risque "politique" (voir infra). Ainsi, une multinationale pourra lui confier ses créances impayées dans différents pays. Grâce à un mécanisme de "one stop shop" ou guichet unique, le client n'aura qu'un seul interlocuteur. Avec un chiffre d'affaires 2016 de 1,4 milliard d'euros, le groupe se place ainsi dans le trio de tête mondial des assureurs-crédits, avec Euler Hermes et Atradius.

Rappelons que jusqu'à une période récente, Coface assurait également la gestion des garanties publiques à l'exportation. Cette activité concernait la gestion pour le compte de l'Etat français de l'assurance export pour les contrats qui ne pouvaient pas être couverts par le secteur privé, qu'il s'agisse de contrats trop importants ou de contrats portant sur des biens trop spécifiques ou encore intervenant dans des pays trop risqués. Mais à l'été 2015, le gouvernement a décidé de transférer cette activité – qui représentait environ 3 % du chiffres d'affaires de Coface – à Bpifrance afin de disposer, en particulier pour les PME, d'un guichet unique à même de répondre "à tous leurs défis de croissance, notamment à l'international", avait-il précisé alors (cf. CE du 30/07/2015). L'accord trouvé avec Coface prévoyait le versement d'un montant de 77,2 millions d'euros en faveur de cette dernière au moment du transfert effectif au premier semestre 2016.



Interrogé par M. Jean-Lou BLACHIER, vice-président délégué de la CPME et président du patronat francophone, sur ce qui différencie dès lors les deux acteurs, M. Xavier DURAND a relevé que désormais Coface est totalement dans le domaine concurrentiel, tout en conservant un fort ancrage dans le tissu économique français. Pour leur part, les opérations stratégiques non couvertes par le marché concurrentiel le sont désormais par l'opérateur public, comme cela est le cas dans la plupart des pays du monde.

Pour mener à bien ses missions, le groupe dispose d'une base de données rassemblant des informations sur quelque 80 millions d'entreprises dans le monde. Après les avoir identifiées, les données pertinentes les concernant sont collectées, puis analysées, permettant in fine de noter chacune d'entre elles en fonction de l'évaluation de leur santé financière. Coface peut ainsi déterminer l'encours de crédit qu'elle sera prête à prendre en charge sur ses différentes sociétés. A chaque instant, ce sont 3,7 millions d'entreprises sur lesquelles celle-ci est exposée à un risque. Chaque jour, les collaborateurs du groupe prennent quelque 10 000 décisions de crédit.

En bout de chaîne, Coface se réassure elle-même, a indiqué M. Xavier DURAND en réponse à une question de Me Jean-Hugues CARBONNIER, associé du cabinet Carlara. A cet égard, la notation du groupe est un élément important. Avec une note de AA-, le groupe dispose d'une très bonne notation, a relevé M. DURAND. Le groupe, certes doté d'un capital important, dispose pour autant de programmes de réassurances, son bilan ne lui permettant pas de couvrir l'ampleur des quelque 500 milliards de créances garanties qu'il porte. Ainsi Coface se réassure-t-elle sur des risques peu probables mais pas impossibles de défaillances en chaîne auprès d'institutions elle-même notées, afin de garantir la solidité de l'édifice.

## S'adapter pour faire de Coface l'acteur le plus agile du secteur

Après la violente crise de 2008, son lot de défaillances d'entreprises, et un environnement international toujours plus difficile, Coface doit, en permanence, s'adapter. Ainsi, M. Xavier DURAND a-t-il lancé à son arrivée en 2016 le plan "Fit to win" afin de faire du groupe l'acteur le plus agile du secteur (cf. CE du 22/09/2016). Dans le monde actuel, on est confronté à une multitude de risques qu'il est impossible de tous anticiper, a estimé ce dernier. Face à sa complexité, il est, en effet, illusoire, voire dangereux, de tabler sur un scénario unique tant l'imprévu devient la règle. Cela oblige à prendre en compte différentes hypothèses. C'est là que Coface peut aider les entreprises, a plaidé son directeur général. Cela suppose de savoir s'adapter et de disposer des infrastructures adéquates. Dans ce contexte, l'agilité est la clé, a-t-il défendu.

Le plan "Fit to win" s'articule autour de trois priorités stratégiques. Fort de son infrastructure technique et de ses plus de 1 500 spécialistes du risque répartis dans le monde entier, le premier chantier tend à renforcer la gestion des risques et la qualité de l'information en investissant dans les technologies, le recrutement et la formation. L'amélioration de l'efficacité opérationnelle et du service client est le deuxième chantier. A cet égard, des process modernisés et la rationalisation de l'organisation permettant un meilleur contrôle des coûts doivent assurer des économies évaluées à quelque 30 millions d'euros en 2018. Enfin, le troisième chantier repose sur la mise en œuvre de stratégies de croissance différenciées. Coface entend, en effet, continuer à tirer parti de son réseau mondial tout en privilégiant la création de valeur plutôt que la croissance à tout prix.

Ainsi, la stratégie de croissance du groupe est-elle adaptée à la réalité de chaque marché. Le groupe a traversé, il y a trois ans, une crise dans les pays émergents, a rappelé M. Xavier DURAND. Il a pour autant estimé qu'il fallait y demeurer actif. Car, c'est précisément en étant présent dans ces zones à risques, dans la durée, que Coface, grâce à l'expérience acquise, peut apporter le plus de valeur. Encore faut-il disposer d'infrastructures adéquates. Tirant les leçons de cet épisode, Coface a ainsi décidé de s'y renforcer, de manière sélective, en investissant et en complétant ses équipes. D'une manière plus générale, Coface entend adopter une approche et une infrastructure adaptées à chacun des pays couverts. En effet, a relevé M. DURAND, il n'y a pas deux pays identiques, qu'il s'agisse de leur environnement juridique, de leur économie, ou encore de leur sensibilité à certains risques. Coface doit donc mettre en place la structure adéquate dans chacun d'entre eux en tenant compte notamment de la qualité des informations disponibles localement, très variable d'un Etat à un autre. Sans qu'il y ait, au demeurant, de corrélation systématique avec le degré de maturité de l'économie d'un pays donné. Exemple, l'Italie : c'est en complétant l'information disponible avec des enquêtes terrain que l'assureur-crédit a pu véritablement maîtriser le risque des acteurs transalpins.

En résumé, Coface entend poursuivre son renforcement dans les pays matures historiques de l'Europe de l'Ouest, mais également dans des pays tels les Etats-Unis ou le Japon, moins utilisateurs de l'assurance-crédit. Le groupe poursuit son expansion, raisonnée, dans les pays émergents stables comme l'Europe de l'Est. Enfin, il poursuit de façon déterminée mais avec prudence sa progression dans les pays à forte volatilité.

Interrogé par M. Bassirou SENE, ambassadeur du Sénégal en France et président du Groupe des ambassadeurs francophones de France (GAFF), sur l'implantation de Coface en Afrique, son directeur général a précisé que le groupe y était en effet présent, en particulier en Afrique du Nord et du Sud, et ce de longue date et plus que d'autres. Cependant, au regard de la taille du continent, de son évolution démographique et économique, son implantation pourrait être plus significative. La marge de progression est, à cet égard, importante.





Côté technologie, interrogé par M. Hervé GOHIN, directeur régional Afrique francophone et Europe de Grant Thornton (cabinet d'audit et de conseil), puis par Mme Agathe BOISSEAU, co-fondatrice de l'agence Soun, sur le regard qu'un groupe comme Coface portait sur les nouvelles monnaies tel le bitcoin et l'éventuel impact sur son activité, M. Xavier DURAND a indiqué se concentrer pour l'heure sur l'économie traditionnelle. Le phénomène bitcoin est, en effet, encore de peu de portée du point de vue des entreprises et de leurs préoccupations présentes. Pour autant, il faut demeurer alerte et repérer des innovations potentiellement porteuses de disruptions importantes qu'il faudra

savoir intégrer en temps utile, a-t-il estimé. A cet égard, la technologie de la blockchain qui la sous-tend, est, elle, un outil intéressant. Des initiatives et des tests se développent et on voit un écosystème en train de se mettre en place. On n'en est pas pour autant au stade de mises en application de dimension significative, a cependant relativisé ce dernier.

### L'information, un outil essentiel

En amont, la qualité de l'information est un élément clé. Coface dispose, à cet égard, de plusieurs outils lui permettant d'analyser les tendances aussi bien locales que mondiales. Le premier d'entre eux repose sur sa recherche économique, service que dirige M. Julien MARCILLY, économiste en chef du groupe. Un réseau d'économistes, présents sur les cinq continents, analyse les tendances à l'œuvre, pays par pays – elle publie d'ailleurs trimestriellement la carte des risques pays – et secteur par secteur, en croisant ces approches. Leurs évolutions sont analysées à court et moyen terme, à 12-18 mois, afin de guider l'action des équipes de Coface dans leurs décisions quotidiennes en matière d'assurance-crédit. La deuxième source d'information est l'historique des expériences de paiement et les impayés, zone par zone et secteur économique par secteur économique. Coface est ainsi en avance de cycle, de 3 à 6 mois par rapport à d'autres collecteurs de tendances ou de données, tels les instituts de sondage, les banques centrales, etc. En 2015, lors de la crise en Asie, le gouvernement chinois avait commencé à resserrer l'accès au crédit, a rappelé M. Xavier DURAND, générant ainsi très rapidement des impayés pour un certain nombre d'entreprises. Ces difficultés se sont traduites dès avant l'été dans les remontées statistiques de Coface alors que ce n'est devenu un sujet d'actualité qu'à l'automne. C'est cette capacité d'anticiper et de réagir vite qui donne un avantage concurrentiel par rapport au reste du marché, a relevé ce dernier. La combinaison des remontées du terrain et de la recherche économique donne ainsi à Coface une très bonne vision de l'évolution du risque et de l'économie mondiale.

A cet égard, l'ancien ministre Frédéric LEFEBVRE, avocat, associé du cabinet Lemoine, Lefebvre, LLP, pour qui Coface est un atout stratégique pour la France, a plaidé pour la mise en place d'une plateforme



d'information, de base, accessible largement et à un coût raisonnable, première étape indispensable pour permettre aux entreprises qui veulent exporter, de franchir une première étape, a-t-il défendu. En effet, la simplification de l'accès à l'information sur les risques et le partage de ces données, tout comme l'accès au financement sont deux éléments clés de la question plus large de la structuration du financement de l'économie, a insisté M. LEFEBVRE.

S'agissant de l'accès à l'information, l'assurance-crédit s'est d'abord développé par et pour les grandes entreprises, a rappelé M. Xavier DURAND. Les 50 000 clients de Coface, répartis dans le monde, au nombre desquels une bonne partie du CAC 40, sont avant tout de grandes sociétés exportatrices qui se sont organisées pour lisser les effets de leurs risques. Les produits développés par le groupe ont logiquement été adaptés

à leur demande. Or, ils ne sont pas encore suffisamment simples pour être commercialisés de façon efficace auprès d'acteurs de taille moyenne ou petite, moins avertis de ces questions. Des efforts doivent donc être faits afin de développer des offres adaptées à cette cible, a-t-il admis. A cet égard, la technologie est un élément de réponse car elle peut aider à toucher un grand nombre d'acteurs à un moindre coût, en raccourcissant les délais et en simplifiant l'offre. C'est la démarche entreprise par Coface, a-t-il indiqué. Coface travaille, ainsi, avec des acteurs déjà en relation avec ces entreprises, et notamment avec leurs banques. Elle peut, en effet, leur apporter un complément de service utile s'agissant d'une cible encore peu pénétrée.

Quant à l'accès au financement, il faut rappeler qu'après la crise de 2008, on a assisté à un durcissement de la régulation. Parallèlement, les banques se sont retranchées sur leurs marchés nationaux, a souligné ce dernier. Pour autant, de 2009 à 2014, l'économie mondiale a continué à croître tout comme les échanges mondiaux, à un rythme de 4 à 5 % par an. Dans ce contexte, face à un marché national, lui, atone, la question de l'export s'est posée naturellement pour une entreprise moyenne, voire petite. Mais le système bancaire était peu en mesure de répondre à cette demande et la capacité des acteurs à financer les développements à l'international a été bridée. Dans ce paysage, Coface a un rôle particulier, puisqu'elle peut prendre des risques dans quelque 200 pays et, a-t-il insisté, dans les 50 Etats américains – une licence par Etat y étant requise. Or, très peu d'acteurs internationaux ont cette capacité à intervenir sur tous ces marchés, s'est-il félicité.

### **Economie mondiale : une conjonction tout à fait unique de croissance dans les différents continents ...**

Alors que Coface est aux avant-postes pour étudier la conjoncture économique, M. Xavier DURAND, en conclusion, a fait un tour d'horizon mondial des grandes tendances que l'on observe. D'ailleurs, fort de la richesse des données dont il dispose, le groupe organise chaque année le Colloque Coface risque pays qui réunit quelque 1200 participants. L'édition 2018 s'est tenue le 23 janvier dernier à Paris.



On connaît une phase de cycle assez unique depuis ces vingt dernières années, a-t-il observé, avec une orientation peu ou prou positive dans toutes les grandes économies du globe. A commencer par les Etats-Unis qui, après la crise de 2008-2009, ont rebondi assez vite et dont le cycle positif se prolonge. Resté prudent dans ses anticipations après l'élection de M. Donald TRUMP, Coface n'en avait pas moins prévu une croissance, certes pas très forte, mais continue dont elle anticipe qu'elle se poursuivra en 2018. Même si l'économie américaine approche probablement de la fin de ce cycle.

L'Europe, pour sa part, a mis plus de temps à surmonter la crise, les amortisseurs sociaux jouant aussi bien à la baisse qu'à la hausse, a analysé le directeur général de Coface. Pour autant, à l'heure actuelle, pour la première fois depuis huit ans, on constate une accélération tirée par la bonne performance de l'économie allemande, mais également par un retournement de l'Europe du Sud, jusque-là à la traîne, la France bénéficiant aussi de ce mouvement. La conjonction de cette tendance avec la permanence de la croissance outre-Atlantique est, de fait, favorable. Un élément peut, cependant, venir tempérer ces constats, à savoir le Brexit. Si ses effets ont bien été analysés, le timing, lui, ne l'a pas été, ses conséquences prenant plus de temps qu'anticipé à se matérialiser. Le premier effet du Brexit fut une baisse de la livre de 15 %, a rappelé M. Xavier DURAND, puis un gel des investissements outre-Manche. L'économie britannique continue certes de croître mais à un rythme moindre. Les différents scénarii possibles doivent être envisagés. La Grande Bretagne fait ainsi figure d'exception.

Interrogé par M. Mathieu de La GUILLONNIERE, gérant du Cercle français, plus particulièrement sur la conjoncture de la Russie, le directeur général de Coface a rappelé que là encore ce pays, dont l'économie a également été touché par les aléas du cours du pétrole d'une part, et par les sanctions internationales d'autre part, avait subi une récession ces dernières années. Après avoir souffert pendant deux ans en 2014-2015, l'économie russe s'est stabilisée en 2016, et semble désormais repartir de l'avant. Pour autant, des disparités importantes existent en fonction des secteurs, combinées de surcroît avec une forte influence du politique, ce qui rend plus difficile les prévisions.

S'agissant des économies émergentes, après deux années de crise en 2014 et 2015, on voit une continuation de la croissance économique de ces pays. Les marchés de matières premières, après avoir été fortement impactés, retrouvent une certaine stabilité et le choc lié à ces mouvements a été intégré. En Amérique latine, les remous, qu'ils soient liés au climat ou aux situations politiques, qui ont beaucoup ralenti cette zone, semblent s'être calmés. Ainsi, l'économie brésilienne s'est quelque peu stabilisée même si les défis demeurent nombreux. En Asie, le phénomène de fond, exceptionnel, de croissance de la population combinée à la croissance des classes moyennes, va continuer à tirer la consommation et les investissements.

C'est donc une conjonction tout à fait unique de croissance dans les différents continents que l'on observe.

### **... Qui n'exclut pas des zones de risques tant géographiques que sectoriels**

Pour autant, plusieurs zones de sensibilité existent.

Qu'il s'agisse de **zones géographiques**. Ainsi, le Moyen-Orient où la baisse du prix du pétrole, passé de plus de 100 \$ le baril à moins de 30 \$ pour remonter aujourd'hui à quelque 70 \$, a fragilisé l'économie des pays de la zone, très dépendante de cette ressource. Ce contexte est porteur d'instabilité politique et rend indispensable la diversification de leur économie.

Ou qu'il s'agisse de **secteurs**. Ainsi, le déploiement du numérique est-il porteur de profondes mutations. Des secteurs entiers sont, en effet, en plein bouleversement, a rappelé M. Xavier DURAND, prenant pour exemple le secteur de la distribution aux Etats-Unis, pays où 80 % de l'économie est liée à la consommation. Or, celle-ci a été tirée par l'implantation massive de centres commerciaux un peu partout sur le territoire. Aujourd'hui, ce modèle de distribution est fortement concurrencé par de nouveaux acteurs du commerce électronique qui parfois, à l'image d'Amazon qui a racheté la chaîne Whole Foods, investit à son tour dans le commerce traditionnel. Ces changements de modèle économique s'accompagnent inévitablement de leur lot de défaillances. Récemment, le groupe Toys'R'Us, enseigne emblématique de jouets. Elles vont se poursuivre et fragiliser, sans nul doute, ce secteur. Un mouvement de fond qui s'inscrit, pour autant, dans une économie qui évolue pour l'heure toujours positivement. Dans un autre registre, il peut s'agir de secteurs à restructurer car en surcapacité. C'est le cas de la Chine avec l'acier. Ce sont là des millions d'emplois qui sont en jeu. Autant de facteurs d'instabilité à prendre en compte.

### **Un indicateur pour mesurer le risque politique**

Mais les facteurs de risque ne s'arrêtent pas là. Le directeur général de Coface en a pointé deux autres. Et non des moindres. Un risque lié au niveau de **dettes**, d'une part. La crise de 2008 était déjà une crise liée à un niveau de dettes excessif, a-t-il rappelé, et pour partie de mauvaise qualité. Pour la juguler, les banques centrales ont baissé les taux, baissant de fait le coût du crédit. Ce qui a conduit à créer plus de dettes... Leur niveau ayant quasiment doublé. On se retrouve un peu dans

la situation de 2008. Mais avec plus de dettes, et des taux plus bas. Or, ce niveau ne pourra rester durablement en l'état. Comment et quand va se passer le retour à la normale, s'est-il interrogé, avec comme corollaire une remontée des taux qui posera à nouveau la question de la dette. C'est toute la problématique. On a beaucoup parlé de dette publique qui s'est notablement accrue en Europe à l'inverse des émergents où elle est mieux contenue. Mais il ne faut pas oublier le niveau d'endettement des acteurs privés, entreprises ou consommateurs, très élevé, en particulier en Asie, également source d'inquiétude. Ainsi, a conclu M. Xavier DURAND sur ce point, on n'a toujours pas résolu la crise de 2008. On n'a fait que repousser le problème, laissant planer ce risque tel un nuage au-dessus des économies.

Un risque **politique**, d'autre part. Ces derniers mois ont été émaillés de plusieurs événements que la plupart des observateurs n'avait pas anticipés. A commencer par le Brexit qui en a surpris plus d'un, puis l'élection de Donald TRUMP, ou encore l'élection française et son lot de surprises. L'incertitude est, ici, la règle. Il est donc très difficile, dans ces conditions, d'anticiper car au cœur, est l'humain. Or, le risque humain reste difficilement quantifiable, a souligné M. DURAND, répondant à une question de M. Jean GARCIA, président de Trade Evolution. De façon plus générale, il s'agit, face à des problèmes de gouvernance avec un risque politique réel qu'on a du mal à maîtriser et jusque-là insuffisamment pris en compte, de parvenir à l'évaluer. C'est pourquoi Coface a mis en place des indicateurs objectifs tels le nombre de conflits, d'attentats, de victimes pour tenter de le mesurer, sur une durée plus longue, et ainsi intégrer cette dimension dans son analyse des risques.

Ce peut être une réponse à la problématique soulevée par M. Jean-Pierre TROTIGNON, professeur des Universités (Arts et Métiers ParisTech), directeur exécutif du Réseau "n+i" qui regroupe 50 écoles Françaises d'ingénieurs dont l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées. Association loi 1901, ce réseau permet aux Ecoles qui en sont membres de mutualiser leurs actions de coopération internationale pour mieux accueillir les étudiants étrangers. Ayant noué des partenariats avec des universités dans différents pays, il souhaite notamment développer des projets avec des pays tels l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, qui l'ont sollicité et qui doivent financer l'opération. D'où la nécessité pour le réseau d'en évaluer les risques.



Le point soulevé par M. Jean-François PARENT, architecte, président du Laboratoire international pour l'habitat populaire, était quelque peu différent. En effet, cet organisme désormais opérateur, est amené à intervenir dans des zones où la population croît très vite et dans des pays parmi les plus risqués, sans pour autant être expert au plan financier. Les projets portés par le Laboratoire sont probablement de maturité assez longue, a supposé M. DURAND. Or, le produit classique d'assurance-crédit de Coface est un produit répondant à des problématiques de court terme. En revanche, d'autres produits, comme le single risk, assurant la bonne fin du financement d'un projet, de l'implantation d'une centrale thermique par exemple, sont de plus long terme, puisqu'on se place là à un horizon de 6 à 7 ans et peuvent être une réponse à ce type de projet.

In fine, il s'agit ainsi, pour Coface, société de service avant tout, d'aider les entreprises à prendre un risque en matière de crédit le mieux calibré possible en essayant, au regard de sa probabilité, de l'ajuster le plus précisément et ainsi de contribuer à leur création de valeur à l'heure où l'export est un élément stratégique incontournable pour les acteurs économiques, a fait valoir son directeur général.